



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ELHADJI AHMADOU
SAKHIR DJIGUENE DE THIES**

VERSION FINALE

JUILLET 2015

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-mail : gmac@orange.sn



☒ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT	4
I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	9
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	9
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	9
II. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	9
2.1 LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	10
2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	12
2.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM)	12
2.2.2 La Commission des Marchés	12
2.3 LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	12
2.3.1 La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	13
2.3.2 L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	13
2-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	13
2-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	14
III. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	14
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante	14
3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)	15
3.1.3. Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	16
3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés	16
3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés	16
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés	16
3.1.6. Archivage des dossiers	16
3.1.7. Autres	16
3.1.7.1. Registre des marchés	16
3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières	16
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	17
3.2.1. Echantillon	17
3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHRT en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007	17
3.2.3. Marchés conclus par AOO	18
3.2.4. Marchés conclus par AOR	23
3.2.5. Marchés conclus par Demande Renseignement et Prix (DRP)	24
3.2.6. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP	27
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE	27
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)	29
3.4.1. Sélection	29
3.4.2. Travaux effectués	29
3.4.3. Résultats	34

IV. RECOMMANDATIONS	35
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES :	35
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES	35
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE	37
V. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	38
VI. STATISTIQUES DES ANOMALIES	39
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERTS (AOO).....	39
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DE L'APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)	40
6.3. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)	40
VII. ANNEXES	42
7.1. FICHES SYNOPTIQUES.....	43
7.2. REPOSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	75
7.3. REPOSE DU CABINET AUX COMMENTAIRES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	78
7.4. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE	81

SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CHRT	Centre Hospitalier Régional de Thiès
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par le Centre Hospitalier Régional de Thiès (CHRT), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le CHRT, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent:

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour CHRT

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	
1	Les accusés de réception ou les décharges des actes de nomination des membres de la CPM et de la CM transmis à l'ARMP et à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.	Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des

		autorités contractantes.
2	Rapports trimestriels et rapport annuel: Nous n'avons pas de preuve concernant la transmission des rapports trimestriels et rapport annuel à la DCMP et l'ARMP.	Veiller à transmettre les rapports trimestriels et rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes
3	Archivage des dossiers: Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.	S'approprier des instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché.
4	Registre de Marchés: Le registre de marché du CHRT n'a pas été mis à notre disposition.	Etablir un registre des marchés conformément à l'article N°67-3 du Code des Marchés Publics.
B	Constats spécifiques aux marchés examinés	
	Marchés conclus par appel d'offres ouverts:	
5	Violation de l'article 67.4 du CMP: Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis (OP) aux candidats. (Tous les AOO)	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats ».
7	Violation de l'article 70 du CMP sur le délai de 15 jours fixé entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché. (AON N°01; AON N°02; AON N°04; AON N°06; AON N°07; AON N°08)	Veiller à respecter le délai de 15 jours maximum entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément aux dispositions de l'article 70 du CMP.
8	Violation de l'article 83.3 du CMP: Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires. (Tous les AOO)	Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.
9	Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis de l'attribution définitive. (Tous les AOO)	Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.
10	Violation de l'article 140.b) du CMP sur	Veiller à se conformer à l'arrêté n°

	l'avis préalable de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et du PV d'attribution provisoire de la Commission des marchés (CM). (AON N°05 et AON N°09)	011580, pris en application de l'article 140.b du CMP, concernant l'examen préalable de la DCMP du rapport d'analyse comparative des offres et du procès-verbal d'attribution provisoire de la Commission des Marchés.
11	Violation de l'article 64.4 de la directive n°004/2005/CM/UEMOA sur la validité des offres. (AON N°01; AON N°05 et AON N°06)	Veiller à adresser aux candidats une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission, au-delà de la validité des offres conformément à l'article 64.4 de la Directive n° 004/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation des marchés.
12	Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires. (AON N°02; AON N°03 et AON N°05)	Se conformer à l'article 9 du CMP qui préconise d'évaluer le montant estimé des fournitures, des travaux et des prestations et de s'assurer au préalable, de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout contrat.
13	Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation. (AON N°02 et AON N°04)	Veiller à se conformer à l'article 59 du CMP sur le respect des critères de qualification fixés dans le DAO.
14	Violation de l'article 6 du CMP: Défaut d'inscription des marchés sur le PPM. (AON N°05)	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 6 alinéa 2 du CMP, selon lesquelles "à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les Autorités Contractantes sont inscrits dans les PPM, à peine de nullité"
15	Violation de l'article 44 du CMP: Défaut de fourniture de la garantie de soumission. (AON N°5)	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP qui stipule que le "défaut de fournir de la garantie de soumission à l'ouverture des plis entraîne le rejet de l'offre".
16	Non exhaustivité de l'archivage de pièces de marchés. (AON N°05 et AON N°09)	Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.
	Marchés conclus par Appels d'offres restreints: La réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées est le seul marché passé par appel d'offres restreints.	
17	Violation de l'article 63.2 du CMP sur le délai de préparation des marchés passés	Veiller au respect des dispositions de l'article 63.2 du Code des marchés

	par appels d'offres restreints.	publics..
18	Violation de l'article 67.5 du CMP sur le nombre minimum de soumissionnaires à l'ouverture des plis.	Veiller à respecter les dispositions de l'article 67.5 du Code des marchés publics
19	Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation.	Veiller à respecter les critères de qualification fixés dans la lettre d'invitation au moment de l'évaluation des offres conformément à l'article 59 du Code des marchés publics.
20	Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés.	Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.
Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix		
21		
22	Violation de l'article 78 du CMP relatif aux procédures de DRP. (DRP N°01 et DRP N°04)	Se conformer à l'article 78 du CMP et à la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur la mise en œuvre de procédures de DRP.
23	Lettre d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires. (DRP N°01; DRP N°04; DRP N°12 et DRP N°17)	Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CPM et à la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur l'invitation des fournisseurs et l'information des candidats non retenus.
24	Délai de préparation des offres très court (1 jour) (DRP N°01)	Veiller à accorder aux candidats consultés un délai raisonnable de préparation des offres.
25	Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires. (DRP N°04; DRP N°11)	Se conformer à l'article 9 du CMP qui préconise d'évaluer le montant estimé des fournitures, des travaux et des prestations et de s'assurer au préalable, de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout contrat.
26	Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés. (DRP N°04, DRP N°11 et DRP relative à la fourniture de gaz butane)	Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.
27	Violation de l'article 6 du CMP: Défaut d'inscription des marchés sur le PPM. (DRP N°17)	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 6 alinéa 2 du CMP, selon lesquelles "à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les Autorités Contractantes

		sont inscrits dans les PPM, à peine de nullité".
28	Violation de l'article 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives (registre du commerce, NINEA et quitus fiscal). (DRP N°12)	Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.
C	Exécution financière	
29	Non-respect des articles 133 et 134 du CMP relatifs aux pénalités pour retard. (AON N°01 et AON N°08)	Veiller à se conformer aux dispositions des articles 133 et 134 du CMP, relatives aux pénalités pour retard.
30	Marchés dont les dates de commande et de réception sont antérieures à celle de l'approbation du contrat. (AON N°01)	Veiller à éviter d'exécuter des marchés avant l'approbation des contrats.
31	Incohérence dans l'établissement des documents de règlement (dates Facture, BL et PV de réception sont antérieures à celle de la commande). (AON N°06 et DRP N°04)	Veiller à respecter la réglementation en matière de règlement des marchés.
32	Absence d'archivage des pièces relatives aux règlements. (DRP N°01 et DRP N°11)	Veiller à archiver les pièces relatives aux règlements des marchés.
D	Audit Physique	
33	Non-respect du délai de livraison (AON N°08)	Veiller à respecter les délais de livraison fixés dans le contrat.

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

II. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2.1 Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- la Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- la Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- la Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- la Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- la Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- la Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- le Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- le Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- le Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret N°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;

- le Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- le Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- l'Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- l'Arrêté N°11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- l'Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- l'Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- l'Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- l'Arrêté N°11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- l'Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- la Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2 Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2 La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3 Les organes de contrôle et de régulation

Le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1 La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2 L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2-4 Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

✚ Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

✚ Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;

- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2-5 Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

III. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

L'hôpital Régional de Thiès est un hôpital de niveau 2. Il occupe une superficie totale de 25.000m² dont 9848 m² de surface bâtie. La capacité de l'hôpital est de 289habitants et compte 26 services.

L'hôpital a pour missions :

- d'assurer la disponibilité permanente des prestations de tout usager blessé, malade ou en couche, tout en prêtant une attention particulière aux urgences et aux pauvres;
- d'assurer la formation continue du personnel de santé ;
- de mener des activités de recherche opérationnelle.

3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)

Les textes portant nomination des membres de la Commission des Marchés dans le CHRT sont établis par décision n°000620/MSAS/CHRT/DIR en date du 30/11/2012.

Les membres de la Commission sont les suivants:

- | | |
|--|--------------|
| - Bayaty BABOU, Chef du Service Administratif et Financier | Président; |
| - (Samba Wane, Chef div.Finance | Suppléant); |
| - Ndiague NDIAYE, Chef du Service Maintenance | Membre; |
| - (Diariétou BA, Tachnicien Maintenance | Suppléante); |
| - Anta SARR, Pharmacienne | Membre; |
| - (Fatoumata DIOP, Agent pharmacienne | Suppléante); |
| - Ramatoulaye DIALLO, Chef div.Economat | Membre; |
| - (Adam MBENGUE, Comptable matière 2ème groupe | Suppléante); |
| - Adama TRAORE, Comptable | Membre; |
| - (Hamady SOUMARE, Comptable | Suppléant); |
| - Serigne SANKHE, Représentant du Contrôleur Financier | Membre; |
| - (Papa Momar SALL, Représentant du Contrôleur Financier | Suppléant). |

3.1.3. Cellule de Passation des marchés

Les textes portant nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés au sein du Centre Hospitalier Régional de Thiès sont établis par décision n°000619 en date du 30 novembre 2012.

Les membres sont les suivants:

- | | |
|--|--------------|
| - Mr Cheikh Tidiane DIOP, Auditeur Interne | Responsable; |
| - Mme Dieynaba DIALLO, Contrôleur de Gestion | Membre; |
| - Mr Momar DIAO, Agent Comptable Particulier | Membre. |

Constats:

Les accusés de réception ou les décharges des actes de nomination des membres de la CPM et de la CM transmis à l'ARMP et à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

La Cellule de Passation des Marchés a élaboré un rapport annuel en date du 09 Avril 2014. Nous n'avons pas de preuve concernant la transmission des rapports trimestriels et rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à **l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics.**

3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés est établi par décision n°000549/MSAS/CHRT/DIR en date du 19/10/2012 et transmis à l'ARMP et à la DCMP en date du 22/10/2012.

Le PPM est modifié pour la première fois par décision n°0308/MSAS/CHRT/DIR en date du 28/04/2013 et enregistré à la DCMP en date du 28/05/2013.

Le PPM est révisé pour la dernière fois par décision n°000855/MSAS/CHRT/DIR en date 04/12/2013 et publié sur le portail des Marchés Publics en date du 19/12/2013.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

L'AGPM est établi en date du 19/10/2012 et transmis à la DCMP en date du 22/10/2012.

L'AGPM est publié dans le soleil en date du 07 décembre 2012, conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

3.1.6. Archivage des dossiers

Le CHRT ne dispose pas de salle d'archive pour les dossiers relatifs au marchés publics conformément au système d'archivage préconisé par l'ARMP.

3.1.7. Autres

3.1.7.1. Registre des marchés

Le registre de marché du CHRT n'a pas été mis à notre disposition.

3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières

Le CHRT dispose d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables opérationnel (bonne pratique).

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que le CHRT a passé des marchés :

- par appel d'offres ouverts pour un montant de 751 527 253 FCFA TTC,
- par appel d'offres restreints pour un montant de 19 326 500 FCFA TTC,
- par des DRP pour un montant de 56 565 671 CFA TTC.

La liste des marchés reçus et échantillonnage:

Intitulés	Marchés reçus		Marchés couverts par la revue		Taux de couverture	
	Nombre de contrat en 2013	Montant en FCFA	Nbre de contrats en 2013	Montant en FCFA	Nombre	valeur
Appel d'offre ouvert (AOO)	09	751 527 253	09	751 527 253	100%	100%
Appel d'offre restreint (AOR)	01	19 326 500	01	13 326 500	100%	100%
Marchés de prestations intellectuelles	-	-	-	-	-	-
Demande de renseignement et de prix	05	56 565 671	05	56 565 671	100%	100%
Entente directe	-	-	-	-	-	-
TOTAL	15	827 229 037	15	827 229 037	100%	100%

3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHRT en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par AOO

Neuf (09) marchés sont conclus par appels d'offres ouverts pour un montant total de 751 527 253 FCFA TTC.

Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés passés par AOO:

AONN°01-13/EQUIP.MEDTECH./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE MATERIELS MEDICAUX- SCIENCES & TECHNOLOGIES ENGINEERING (STE)- 136 594 665 FCFA HT- DIFFUSION REPRESENTATION PROMOTION (DRP)- 65 216 100 FCFA HT

Il existe un décalage entre la date prévue pour l'ouverture des plis sur l'avis d'appel d'offres publié (01 mars 2013) et celle de la tenue effective de la séance (04 mars 2013). L'insertion publicitaire relative à l'avis de report n'a pas été jointe dans le dossier.

Nous avons constaté que Madame Anta SARR n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'elle est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de sa suppléante Madame Fatimata DIOP. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans le procès-verbal.

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.

Il est noté que l'attribution provisoire a eu lieu le 20/09/2013, plus de six (06) mois après l'ouverture des plis, au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article 70 du CMP. Aucun document portant prorogation de la durée de validité des offres n'a été joint au dossier. En effet, au-delà de la période de validité des offres, une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres aurait dû être adressée aux candidats pour permettre à la commission de finaliser le travail.

Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

La date de notification n'a pas été mentionnée sur le contrat.

Pas de preuve concernant la publication définitive de l'attribution conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP.

AON N°02-13 PHARMA/MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES- DELTA MEDICAL - 42 262 000 FCFA HT - SODEMED- 12

306 400 FCFA HT- AVALON PHARMA - 11 663 983 FCFA HT - ENTREPRISE SENEGALAISE DE REPRESENTATION (ESR) - 25 016 800 FCFA HT - MN DISTRIBUTION - 20 042 000 FCFA HT

Le marché estimé à 180 000 000 F CFA TTC a été attribué pour un montant de 200 324 241 FCFA TTC. L'attestation d'existence de crédit jointe dans le dossier indique que le montant des crédits prévu pour financer l'acquisition des produits pharmaceutiques est arrêté à la somme de 180 000 000 de francs CFA TTC en violation de l'article 9 du Code des marchés publics.

Pour le lot 4, l'attestation de services faits délivrées par les services bénéficiaires pour deux (02) marchés similaires exécutés durant les cinq dernières exercices (2008; 2009; 2010; 2011 et 2012) et l'attestation de redevance à l'ARMP exigées dans le DAO fournies par l'Entreprise Sénégalaise de Représentation, n'ont pas été jointes dans le dossier. Par conséquent, le candidat ERS n'a pas réuni l'ensemble des critères de qualification fixés dans le DAO.

La fiche d'immatriculation de la DCMP du lot 3 relatif à la fourniture de produits anesthésiques attribué à AVALON PHARMA, n'a pas été jointe dans le dossier de marché, en violation de l'article 85 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC".

Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 120 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP.

Pas de preuves concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.

Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

L'avis de publication définitive de marché non classé dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP.

AON N°03-13 FOURNITBUREAU./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - ENTREPRISE KEUR SERIGNE FALLOU - 26 486 280 FCFA TTC

Pas de preuves concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, en violation de l'article 67.4 du CMP.

Madame Adam MBENGUE, suppléante de la commission des marchés, ne devrait pas assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire en même temps que la titulaire Madame Ramatoulaye DIALLO, encore moins signer le PV de ladite séance. Madame Anta SARR et Monsieur Ndiague NDIAYE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés Il en est de même de leurs suppléants respectifs Madame Fatoumata DIOP et Diariétou BA. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux.

A l'examen du dossier de marché, nous avons constaté que le marché a été classé sans suite parce que le crédit disponible (25 000 000) n'est pas suffisant pour couvrir le montant figurant dans le contrat approuvé (26 486 280) FCFA TTC, en violation de l'article 9 du Code des marchés publics.

AON N°04 IMPRIM./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE D'IMPRIMES ET D'IMPRESSIONS - EUROGRAPH DISTRIBUTION - 8 325 018 FCFA TTC

La date d'ouverture des plis (28/02/2013) est antérieure à la date limite de dépôt des offres fixée dans le dossier d'appel à la concurrence (29/02/2013). Aucun document portant report de la date de dépôt des offres n'a été joint dans le dossier. De ce fait, il n'est pas étonnant que deux (02) offres soient reçues à l'ouverture des plis.

Madame Adam MBENGUE, suppléante de la commission des marchés, ne devrait pas assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire en même temps que la titulaire Madame Ramatoulaye DIALLO, encore moins signer le PV de ladite séance. Madame Anta SARR et Monsieur Ndiague NDIAYE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Madame Fatoumata DIOP et Diariétou BA. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux.

L'examen du rapport d'évaluation nous a permis de constater que le Comité technique d'évaluation des offres se limite à la fourniture de pièces administratives et n'a pas formellement procédé à la comparaison des offres pour apprécier la consistance et l'exhaustivité des offres au regard de la liste des articles figurant dans le DAO.

Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 60 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP.

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.

Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

AON N°05-13 PRODENTRETIEN./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN ET DE LESSIVES INDUSTRIELLES - ENTREPRISE KEUR SERIGNE FALLOU - 48 224 535 FCFA TTC

Le lot 2 **"petits matériels pour entretien des locaux"** attribué au candidat **"Keur Serigne Fallou"** pour un montant de 29 132 430 FCFA TTC, ne figure pas sur la Plan de Passation des Marchés validé par le Service Régional des Marchés Publics (Pôle de Thiès) et publié sur le portail officiel des marchés publics. Le marché qui figure sur le PPM du Centre hospitalier régional de Thiès, pour la gestion 2013, est intitulé **"produits d'entretien et de lessive industrielle"** et il est constitué d'un lot unique pour un montant estimatif qui se chiffre à 20 000 000 FCFA.

L'attribution provisoire a eu lieu le 16/08/2013, plus de cinq (05) mois après l'ouverture des plis au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article 70 du CMP. Aucun document portant prorogation de la durée de validité des offres n'a été joint dans le dossier.

ETS Keur Serigne Fallou a fourni une attestation de capacité financière d'un montant de 3 300 000 francs délivrée par la CNCAS pour le lot 1, inférieur à celle demandée dans le DAO (3 330 000 Francs). Par conséquent, elle n'est pas conforme.

L'Entreprise Keur Serigne Fallou attributaire du lot 2 pour un montant de 29 132 430 FCFA TTC, n'a fourni ni la garantie de soumission, ni l'attestation de capacité financière pour ce lot. Par conséquent, elle n'est pas qualifiée.

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, en violation de l'article 67.4 du CMP.

Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

Le contrat n'a pas été mis à notre disposition.

AON N°06 PRODUALIM./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE PRODUITS ALIMENTAIRES - CHEIKH DIOP - 50 050 410 FCFA HT - ENTREPRISIE IBRAHIMA DIEYE - 8 216 000 FCFA HT - ENTREPRISE KEUR SERIGNE FALLOU - 1 425 000 FCFA HT

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.

Madame Adam MBENGUE, suppléante de la commission des marchés, ne devrait pas participer aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire en même temps que la titulaire Madame Ramatoulaye DIALLO, encore moins signer le PV de ladite séance. Madame Anta SARR et Monsieur Ndiague NDIAYE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Madame Fatoumata DIOP et Diariétou BA. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux.

L'attribution provisoire a eu lieu le 19/07/2013, plus de quatre (04) mois après l'ouverture des plis, au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article 70 du CMP. Aucun document portant prorogation de la durée de validité des offres n'a été joint dans le dossier.

Les dates de souscription, d'approbation et de notification n'ont pas été mentionnées sur les contrats.

Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

AON N°07 GARDIENNAGE/MSAS/DES/CHRT/2013 SERVICES DE GARDIENNAGE - COMPAGNIE SENE GALAISE DE SECURITE ET D'ASSISTANCE - 28 886 400 FCFA TTC

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.

Monsieur Ablaye DIOP ne devait pas participer aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire, encore moins signer le procès-verbal de ladite séance, puisqu'il n'est pas membre de ladite Commission. Madame Anta SARR et Messieurs Ndiague NDIAYE et Serigne SANKHE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Mesdames Fatoumata DIOP, Diariétou BA et Monsieur Pape Momar SALL. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux.

Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 52 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP.

Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

AON N°08-13 TRAVAUX/MSAS/DES/CHRT/2013 TRAVAUX DE REHABILITATION DE BATIMENTS ET DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - 33 572 099 FCFA TTC

Madame Adama Traoré BA n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'elle est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Monsieur Hamady SOUMARE. L'absence de Madame BA a été notée dans le procès-verbal mais les motifs de cette absence n'ont pas été évoqués.

Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP.

Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 36 jours anormalement long en violation de l'article 70 du CMP.
Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 83.3 du CMP.

Pas de preuve concernant la publication de l'attribution définitive conformément à l'article 85 du Code des marchés publics.

AON N°09-13 TRAVAUX/MSAS/DES/CHRT/2013 - TRAVAUX DE REALISATION D'UN RESEAU DE VIDE ET D'UN RESEAU D'OXYGENE - 97 136 113 TTC FCFA

A l'exception du DAO et de l'avis de non objection du Service Régional des Marchés Publics Pôle de Thiès sur le dossier d'appel d'offres à la concurrence, aucune autre pièce relative au marché n'a été classée dans le dossier de marché. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation et d'exécution du marché.

3.2.4. Marchés conclus par AOR**AOR N°10.ASSAIN/MSAS/DES/CHRT REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES - ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTION ET DE COMMERCE (E.G.C.C) - 19 326 500 FCFA TTC**

Il est noté que le délai de préparation des offres accordé aux candidats ciblés à compter de l'établissement des lettres d'invitation (29 octobre 2013) est de quinze (15) jours, en violation de l'article 63.2 du CMP qui stipule que "Dans les procédures d'appels d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou de candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le cas d'appels d'offres nationaux".

Il existe un décalage entre la date prévue pour l'ouverture des plis dans les lettres d'invitation (14 novembre 2013) et celle de la tenue effective de la séance (19

novembre 2013). Aucun document portant report de la date d'ouverture des plis n'est joint au dossier. En outre, il est constaté qu'aucune entreprise n'a été représentée à la séance d'ouverture des plis.

Il est relevé que sur les quatre (04) candidats ciblés, deux (02) plis ont été remis et ouverts, en violation des dispositions de l'article 67.5 du CMP qui stipule que "Dans le cadre des procédures qui se caractérisent par une consultation restreinte de candidats, notamment dans le cas d'une pré-qualification, d'un appel d'offres restreint ou d'un appel d'offres en deux temps, lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis aux date et heure limites de réception des offres, l'autorité contractante ouvre un nouveau délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours ouvrables et qu'elle porte à la connaissance du public. A l'issue de ce nouveau délai, la commission d'ouverture des plis peut procéder aux opérations de dépouillement, quel que soit le nombre d'offres reçues"

L'E.G.C.C, attributaire du marché, n'a pas fourni les exigences en matière de qualifications inscrites dans la lettre d'invitation (Quitus fiscal valable, liquidités ou facilités de crédits, attestation de bonne exécution d'au moins trois (03) ouvrages de nature et de complexité similaires exécutés au cours des trois dernières années). Par conséquent, le candidat E.G.C.C n'a pas réuni l'ensemble des critères de qualification exigés dans le DAO.

Le contrat n'a pas été joint dans le dossier de marché.

3.2.5. Marchés conclus par Demande Renseignement et Prix (DRP)

Cinq (05) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de 56 565 671 F CFA TTC.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

DRP N°01-13. /MSAS/DES/CHRT - FOURNITURE D'ATELIERS ET DE MAINTENANCES - KEUR KHADIM N°1 SQUARE ET FILS - 12 497 000 FCFA TTC

Le nombre de candidats consultés est de quatre (4) inférieur à cinq (05), non conforme à l'article 78.2 du CMP relatif aux procédures de demande renseignement et de prix.

Les accusés de réception ou les décharges des fournisseurs consultés n'ont pas été joints dans le dossier.

Le délai de préparation des offres est très court (01 jour).

Madame Anta SARR, Adama TRAORE et Serigne SANKHE, n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Madame Fatimata DIOP, Messieurs Hamady SOUMARE et Pape Momar SALL. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux.

Les accusés de réception des notifications des candidats non retenus n'ont pas été joints dans le dossier, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Aucune pièce relative à l'exécution et aux règlements du marché n'a été mise à notre disposition.

DRP N°04. /MSAS/DES/CHRT FOURNITURE DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU - SENEGALAISE DE L'ELECTRO MENAGER - 14 883 000 F CFA TTC

A l'exception du PV d'ouverture des plis, du PV d'attribution et du contrat, aucune autre pièce relative à la procédure de passation n'a été jointe dans le dossier de marché. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation et d'exécution du marché.

Il est également noté que le marché estimé à 14 000 000 F CFA TTC est attribué à Sénégalaise de l'Electro Ménager pour un montant de 14 883 000 F CFA TTC. L'attestation d'existence de crédit n'a pas été jointe dans le dossier, en violation de l'article 9 du CMP.

DRP N°11-13.VEHIC/MSAS/DES/CHRT ACQUISITION D'UN VEHICULE - SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE - 14 750 000 FCFA TTC

Le marché estimé à 14 500 000 F CFA TTC a été attribué à Sénégalaise de l'automobile pour un montant de 14 750 000 TTC. L'attestation d'existence de crédit n'a pas été jointe dans le dossier, en violation de l'article 9 du CMP.

Le rapport d'évaluation n'a pas été mis à notre disposition. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des spécifications techniques exigées dans la lettre d'invitation au moment de l'évaluation des offres.

DRP N°12. FOURNIBUREAU/MSAS/DES/CHRT FOURNITURE DE BUREAU - FAYE ET FRERES MULTI SERVICES - 6 175 671 FCFA TTC

Les décharges des fournisseurs invités n'ont pas été jointes dans le dossier.

Madame Anta SARR, n'a pas siégé à la séance d'attribution provisoire alors qu'elle est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de sa suppléante Madame Fatimata DIOP. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux.

Les soumissionnaires ont fourni des pièces administratives non légalisées (Registre du commerce, NINEA, quitus fiscal).

Absence de décharge concernant la notification des candidats non retenus, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

DRP N°17-13.ETUDE /MSAS/DES/CHRT ETUDE ET SUIVI DE LA CONSTRUCTION DU BLOC ADMINISTRATIF - CABINET D'ARCHITECTURE ET D'AMENAGEMENT - 8 260 000 FCFA TTC

La DRP relative à l'étude et au suivi de la construction du bloc administratif ne figure pas sur le plan de passation des marchés du Centre hospitalier régional de Thiès validé par le SRMPPT et publié sur le portail des marchés publics, en violation de l'article 6 du CMP.

Absence d'accusé de réception sur la notification des candidats non retenus, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Le rapport d'évaluation et le contrat n'ont pas été joints dans le dossier.

DRP RELATIVE A LA FOURNITURE DE GAZ BUTANE ATTRIBUEE A PUMA ENRGY POUR UN MONTANT DE 3 378 320 FCFA TTC

Aucun document lié à la passation et l'exécution n'a été mis à notre disposition. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des procédures de passation du marché relatif à la fourniture de gaz butane attribué à PUMA ENERGY pour un montant de 3 378 320 FCFA TTC.

3.2.6. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP

- **Recours gracieux de SWISSPHARM sur le lot 5 du marché relatif à la fourniture de matériels médicaux**

Le recours gracieux de SWISSPHARM en date du 02 octobre 2013, précise que son offre était techniquement conforme et moins disant lors de l'ouverture des plis.

Le Comité de règlement des différends (CRD) avait déclaré recevable son recours sur une lettre citée en référence 001952ARMP/CRD/DG/CEI-FINANCE en date du 11 octobre 2013 et ordonné, en conséquence, la suspension de la procédure de passation de l'appel d'offres litigieux.

A l'examen du dossier de marché, nous avons constaté que le candidat SWISSPHARM n'a pas fourni l'attestation de bonne exécution d'au moins un marché similaire durant les cinq (05) dernières années et les états financiers déposés n'ont pas été certifiés. Par conséquent, le SWISSPHARM n'a pas réuni l'ensemble des critères de qualification exigés dans le DAO.

- **Recours gracieux d'IMPACT ENTREPRISE sur le lot 3 du marché relatif à la réhabilitation du système d'assainissement des eaux usées**

L'IMPACT ENTREPRISE, dans son recours en date du 22 août 2013, demande pourquoi son offre n'est pas retenue alors qu'elle est moins disant.

Il a été constaté que l'IMPACT ENTREPRISE n'a pas fourni la facilité de crédits ou ligne de crédits et l'attestation d'exécution d'au moins trois ouvrages durant les trois dernières années exigées dans le DAO. Par conséquent, son offre n'a pas réuni l'ensemble des critères de qualification exigés dans le DAO.

3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

AON N°01-13/EQUIP.MEDTECH./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE MATERIELS MEDICAUX- SCIENCES & TECHNOLOGIES ENGINEERING (STE)- 136 594 665 HT- DIFFUSION REPRESENTATION PROMOTION (DRP)- 65 216 100 HT

Pour les lots 2 et 4, attribués à DRP pour un montant 65 216 100 HT, nous avons constaté que les dates de commande (17 juillet 2013) et de réception (18 juillet 2013) sont antérieures à celle d'approbation des contrats (09 décembre 2013).

Pour le lot 5, attribué à STE pour un montant de 48 704 765 HT, nous avons relevé que la livraison du matériel d'endoscopie (18 juin 2014) a accusé un retard de plus de cinq (05) mois à compter de la date de notification (09 décembre 2013). Les documents attestant l'application des pénalités pour retard n'ont pas été joints dans le dossier, en violation des articles 133 et 134 du CMP et du CCAG dans son paragraphe 26.1.

AON N°06 PRODUALIM./MSAS/DES/CHRT/2013 FOURNITURE DE PRODUITS ALIMENTAIRES - CHEIKH DIOP - 50 050 410 FCFA HT - ENTREPRISE IBRAHIMA DIEYE - 8 216 000 FCFA HT - ENTREPRISE KEUR SERIGNE FALLOU - 1 425 000 FCFA HT

Pour le lot 1, attribué à Cheikh DIOP pour un montant de 26 193 160 FCFA HT, nous avons constaté que les dates du bordereau de livraison n°0134 (17/09/2013), du procès-verbal de réception n°325 (03/09/2013) et de la facture n°0182 (30/09/2013) d'un montant de 2 186 200 francs CFA, sont antérieures à celle du bon de commande n°00348 (08/10/2013).

AON N°08-13 TRAVAUX./MSAS/DES/CHRT/2013 TRAVAUX DE REHABILITATION DE BATIMENTS ET DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - 33 572 099 FCFA TTC

Nous avons constaté que la livraison provisoire (28/03/2014) a accusé un retard de plus de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de services (20/08/2013). Le document attestant l'application des pénalités pour retard spécifiées dans le CCAP au paragraphe 2.06.2 et conformément aux dispositions de l'article 133 du CMP, n'a pas été joint dans le dossier.

DRP N°01-13. /MSAS/DES/CHRT - FOURNITURE D'ATELIERS ET DE MAINTENANCES - KEUR KHADIM N°1 SOUARE ET FILS - 12 497 000 FCFA TTC

Aucune pièce relative aux règlements du marché n'a été mise à notre disposition.

DRP N°04. /MSAS/DES/CHRT FOURNITURE DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU - SENEGALAISE DE L'ELECTRO MENAGER - 14 883 000 F CFA TTC

Les dates de la facture n°0004460 (31/05/2013) et du bordereau de livraison n°000880 (31/05/2013) sont antérieures à la date du Bon de commande n°000544 (17/07/2013) pour un montant de 837 000 FCFA.

DRP N°11-13.VEHIC /MSAS/DES/CHRT ACQUISITION D'UN VEHICULE - SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE - 14 750 000 FCFA TTC

Les factures et le procès-verbal de réception n'ont pas été mis à notre disposition.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

N°	Objet du marché	Mode de passation	Catégorie	Montant CFA TTC	Attributaire
1	Acquisition du matériel médical	AOO	Fourniture	238 136 703	Lots 1, 3 et 5 Sciences et Technologies Engineering (STE)
					Lots 2 et 4 Diffusion Représentation Promotion (DRP)
2	Travaux de réhabilitation de bâtiments et du réseau d'assainissement	AOO	Travaux	33 572 099	Entreprise Touba Darou Minam
3	Fourniture de matériels et mobiliers de bureau	DRP	Fourniture	14 883 000	Sénégalaise de l'Electro Ménager
5	Acquisition du véhicule	DRP	Fourniture	14 750 000	Sénégalaise de l'Automobile

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

- Acquisition de matériels médicaux



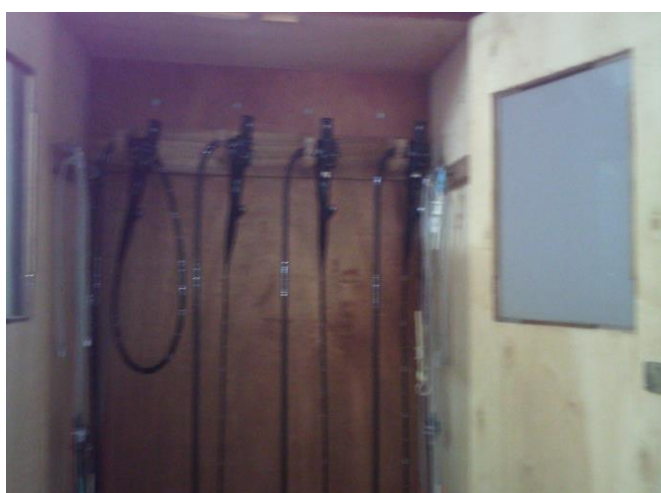


Lot 1: Matériel du bloc opératoire



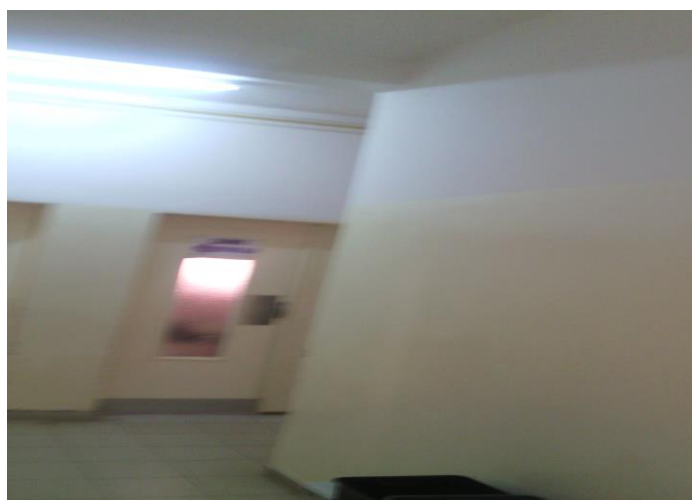


Lot 4: Matériel du laboratoire

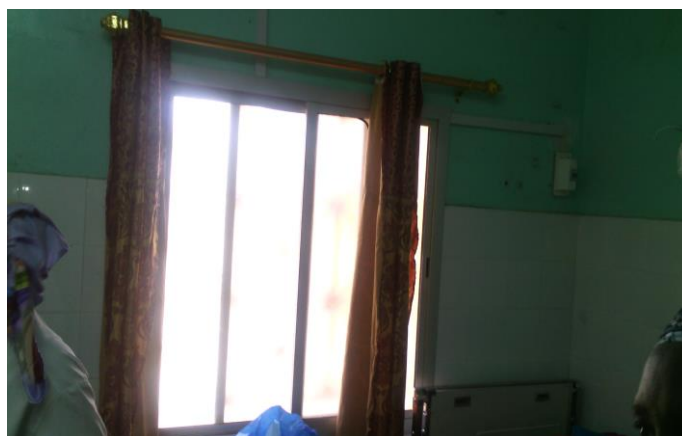


Lot 5: Matériel d'endoscopie

- Travaux de réhabilitation de bâtiments et du réseau d'assainissement



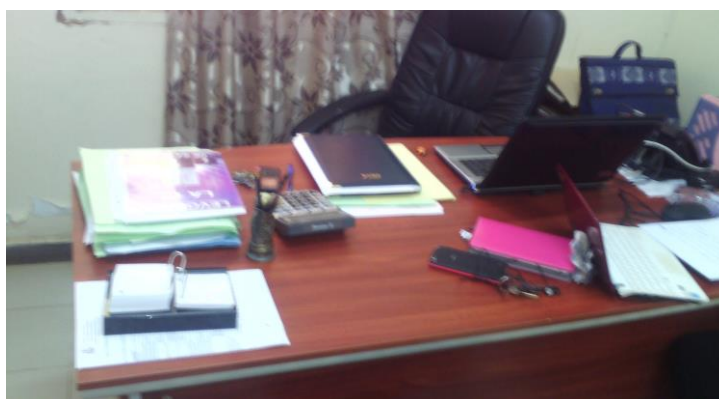
Travaux de réhabilitation du bâtiment



Réseau d'assainissement



- Fourniture de matériels et mobiliers de bureau



Mobilier de bureau

- Acquisition de véhicule





Acquisition de véhicule

3.4.3. Résultats

Les constats spécifiques relatifs à l'audit physique sont les suivants:

- **Acquisition de matériels médicaux**

Nous avons relevé que la livraison du matériel d'endoscopie (18 juin 2014) a accusé un retard de plus de cinq (05) mois à compter de la date de notification (09 décembre 2013).

- **Travaux de réhabilitation de bâtiments et du réseau d'assainissement**

La livraison provisoire (28/03/2014) a accusé un retard de plus de trois mois à compter de la date de notification de l'ordre de services (20/08/2013).

- **Acquisition du véhicule**

Les documents relatifs à l'acquisition du véhicule n'ont pas été mis à notre disposition.

IV. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés :

- Veiller à élaborer et à transmettre les rapports trimestriels à l'ARMP et à la DCMP conformément l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Veiller à élaborer et à transmettre le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'article 143 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année;
- S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché;
- Etablir un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Code des Marchés Publics;

4.2. Recommandations relatives à la Passation des Marchés examinés

Marchés conclus par appel d'offres ouverts (AOO)

- Veiller à respecter le délai de 15 jours maximum entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'ouverture des plis OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et transmis à tous les candidats » ;
- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;

- Veiller à se conformer à l'arrêté n° 011580, pris en application de l'article 140.b du CMP, concernant l'examen préalable de la DCMP du rapport d'analyse comparative des offres et du procès-verbal d'attribution provisoire de la Commission des Marchés.
- Se conformer à l'article 9 du CMP qui préconise d'évaluer le montant estimé des fournitures, des travaux et des prestations et de s'assurer au préalable, de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout contrat;
- Veiller à se conformer à l'article 59 du CMP sur le respect des critères de qualification du DAO;
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 6 alinéa 2 du CMP, selon lesquelles "à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les Autorités Contractantes sont inscrits dans les PPM, à peine de nullité";
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP qui stipule que le "défaut de fournir la garantie de soumission à l'ouverture des plis entraîne le rejet de l'offre";
- Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement des dossiers de marchés élaboré et diffusé par ARMP.

Marchés conclus par Appels d'offres restreints

- Veiller au respect des dispositions de l'article 63.2 du Code des marchés publics;
- Veiller à respecter les dispositions de l'article 67.5 du Code des marchés publics qui stipulent que "Dans le cadre des procédures qui se caractérisent par une consultation restreinte de candidats, notamment dans le cas d'une pré-qualification, d'un appel d'offres restreint ou d'un appel d'offres en deux temps, lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis aux date et heure limites de réception des offres, l'autorité contractante ouvre un nouveau délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours ouvrables et qu'elle porte à la connaissance du public. A l'issue de ce nouveau délai, la commission d'ouverture des plis peut procéder aux opérations de dépouillement, quel que soit le nombre d'offres reçues";
- Veiller à respecter les critères de qualification fixés dans la lettre d'invitation au moment de l'évaluation des offres conformément à l'article 59 du Code des marchés publics;

- Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement des dossiers de marchés élaboré et diffusé par ARMP.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP):

- Se conformer à l'article 78 du CMP et de la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur la mise en œuvre de procédures de DRP;
- Se conformer aux dispositions de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. sur l'invitation des fournisseurs et à l'information des candidats non retenus;
- Veiller à accorder aux candidats consultés un délai raisonnable de préparation des offres conformément à la circulaire n° 0004 PM.CAB/CP du 31 mars 2009;
- Veiller à respecter les dispositions de l'article 9 du Code des marchés publics qui stipulent "a) d'évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants. Avant signature de tout marché, les services compétents de l'autorité contractante doivent remettre au cocontractant le document portant engagement ou autorisation des dépenses relatives au marché ; b) d'obtenir, le cas échéant, les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché est soumise, sous peine de nullité, conformément au Code des Obligations de l'Administration";
- Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP;
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 6 alinéa 2 du CMP, selon lesquelles "à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les Autorités Contractantes sont inscrits des PPM, à peine de nullité";
- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Veiller à se conformer aux dispositions des articles 133 et 134 du CMP, relatives aux pénalités pour retard;
- Veiller à éviter d'exécuter des marchés avant l'approbation des contrats;

- Veiller au respect de la réglementation en matière de règlement des marchés;
- Veiller à archiver les pièces relatives aux règlements des marchés;
- Veiller au respect de l'article 13 alinéa 6 du CMP, sur la mention obligatoire relative au délai d'exécution dans les contrats;
- Veiller à archiver les documents relatifs aux acquisitions de biens.

V. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE L'EXERCICE 2012	NIVEAU D'EXECUTION
1	Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N°12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP	Non résolu
2	Faire la distinction entre les dates de notification d'attribution et de notification de marché.	Non résolu
3	Veiller à établir des procès-verbaux en bonne et due forme distincts pour chaque étape de la procédure de passation des marchés (ouverture des plis, évaluation et attribution).	Résolu
4	Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP.	Non résolu
5	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marchés.	Non résolu
6	Veiller au respect de la circulaire N°004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.	Non résolu
7	Se conformer aux dispositions de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser et de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation de marchés.	Résolu

VI. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouverts (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à l'acquisition d'un groupe électrogène sont les suivants:

- a. Violation de l'article 67.4 du CMP: Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats;
- b. Violation de l'article 70 du CMP sur le délai de 15 jours fixé entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché;
- c. Violation de l'article 83.3 du CMP: Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres;
- d. Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis de l'attribution définitive;
- e. Violation de l'article 140.b) du CMP sur l'avis préalable de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et du PV d'attribution provisoire de la CM;
- f. Violation de l'article 64.4 de la directive n°004/2005/CM/UEMOA sur la validité des offres;
- g. Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires;
- h. Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation;
- i. Violation de l'article 6 du CMP: Défaut d'inscription des marchés sur le PPM;
- j. Violation de l'article 44 du CMP: Défaut de fourniture de la garantie de soumission;
- k. Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les appels d'offres ouverts:

N°	Objet	Constats n°										
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k
1	Acquisition de matériels médicaux	X	x	x	x		x					
2	Acquisition de produits pharmaceutiques	X	x	x	x			x	x			
3	Fourniture de bureau et consommables informatiques	X		x	x			x				
4	Fourniture d'imprimés et d'impressions	X	x	x	x				x			
5	Fourniture de produits d'entretien	X		x	x	x	x	x		x	x	x
6	Fourniture de produits	X	x	x	x		x					

**GROUPEMENT
GMS/SSPM**

	alimentaires											
7	Services de gardiennage	X	x	x	x							
8	Travaux de réhabilitation de bâtiments et du réseau d'assainissement	X	x	x	x							
9	Travaux de réalisation d'un réseau de vide et d'un réseau d'oxygène	X		x	x	x						x
Total		9	6	9	9	2	3	3	2	1	1	2

6.2. Statistiques sur les anomalies de l'Appel d'Offres Restreint (AOR)

Les constats spécifiques relatifs à la passation de l'appel d'offres restreint:

- Violation de l'article 63.2 du CMP sur le délai de préparation des offres;
- Violation de l'article 67.5 du CMP sur le nombre minimum de soumissionnaires à l'ouverture des plis;
- Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation;
- Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur l'appel d'offres restreints :

N°	Objet	Constats N°			
		a	b	c	d
1	Réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées	x	x	x	x
TOTAL		1	1	1	1

6.3. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

- Violation de l'article 78 du CMP relatif aux procédures de DRP;
- Lettre d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires;
- Délai de préparation des offres très court;
- Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits préalable;

- e. Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés;
- f. Violation de l'article 6 du CMP: Défaut d'inscription des marchés sur le PPM;
- g. Violation de l'article 44 du CMP sur la fourniture pièces administratives (registre du commerce, NINEA et quitus fiscal).

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les demandes de renseignements et de prix:

N°	Objet	Constats n°						
		b	c	d	e	f	g	h
1	Fourniture d'ateliers et de maintenances	x	x	x				
2	Fourniture de matériels et mobiliers de bureau	x	x		x	x		
3	Acquisition d'un véhicule				x	x		
4	Fourniture de bureau		x					x
5	Etude et suivi de la construction du bloc administratif		x				x	
6	Fourniture de gaz butane					x		
TOTAL		2	4	1	2	3	1	1

VII. ANNEXES

7.1. FICHES SYNOPTIQUES

APPEL D'OFFRES OUVERT N°01-13 Equip.médtech./MSAS/DES/CHRT/2013					
Objet			Fourniture de matériels médicaux		
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres			Le soleil du 01/02/2013		
Date limite de dépôt des offres			01/03/2013		
Date d'ouverture des offres			04/03/2013		
Attributaire	N°	Nature	Fournisseurs	Montants	
	Lot1	Matériels de bloc opératoire et réanimation	Sciences & Technologies Engineering (STE)	17 185 000	
	Lot2	Matériels d'instrumentation	Diffusion Représentation Promotion (DRP)	24 232 100	
	Lot3	Matériels d'imagerie Médicale	STE	70 704 900	
	Lot4	Matériels de laboratoire	DRP	40 984 000	
	Lot5	Matériels d'endoscopie	STE	48 704 765	
	TOTAL HT			201 810 765	
	TOTAL TTC			238 136 703	
Montant estimé			246 000 0000		
Date d'attribution provisoire			20/09/2013		
Date d'approbation du marché			12/10/2013		
Durée de validité de l'offre			90 jours		
Date de notification			09/12/2013		
Délai de livraison			60 jours à compter de la notification		
Date de publication de l'attribution définitive			Non renseigné		
Date de la réception provisoire			18/06/2014		
Date de la réception définitive			-		

Il s'agit de fourniture de matériels médicaux. Les candidats suivants ont soumissionné:

N°	Soumissionnaires	LOT1	LOT2	LOT3	LOT4	LOT5
01	DRP	11 507 900	24 232 100	82 709 000	40 984 000	-
02	DIAKHANOR	-	35 877 050	-	-	-
03	STE	17 185 000	-	70 704 900	-	48 704 765
04	TECHNOLOGIES SERVICES	-	-	-	39 641 300	-
05	AFRICA DOUBLE DOVE	-	-	86 935 400	-	-
06	MHO	-	-	147 861 000	-	-
07	SSM	27 541 294	13 547 363	-	-	-
08	SWISSPHARM	23 083 000	-	99 003 250	42 145 00	33 686 200

Non conformités

- Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- Il existe un décalage entre la date prévue pour l'ouverture des plis sur l'avis d'appel d'offres publié (01 mars 2013) et celle de la tenue effective de la séance (04 mars 2013). L'insertion publicitaire relative à l'avis report n'est pas jointe dans le dossier;
- Nous avons constaté que Madame Anta SARR n'a pas siégé à la séance d'ouverture des plis alors qu'elle est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de sa suppléante Madame Fatimata DIOP. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans le procès-verbal;
- Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Avis d'insertion n'est pas classé dans le dossier;
- L'attribution provisoire a eu lieu le 20/09/2013, plus de six (06) mois après l'ouverture des plis, au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article 70 du CMP. Aucun document portant report de la date d'ouverture des plis n'a été joint au dossier. Une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission aurait dû être adressée aux candidats car les marchés ne peuvent pas être attribués après la date limite de validité des offres;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Pas de preuve concernant la publication définitive de l'attribution conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP;
- Pour le lot 5, nous avons relevé que la livraison du matériel d'endoscopie (18 juin 2014) a accusé un retard de plus de cinq (05) mois à compter de la date de notification (09 décembre 2013). Les documents attestant l'application des pénalités pour

	<p>retard n'ont pas été joints dans le dossier, en violation de l'article 133 du CMP et du CCAG dans son paragraphe 26.1 du DAO;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les lots 2 et 4, nous avons constaté que les dates de commande (17 juillet 2013) et de réception (18 juillet 2013) sont antérieures à la date d'approbation des contrats (09 décembre 2013).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion; • Veiller à joindre dans le dossier l'insertion publicitaire en cas de report de la date d'ouverture des plis; • Veiller à joindre dans le dossier les convocations et les décharges des membres de la commission; • Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP; • Veiller au respect du délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP; • Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; • Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; • Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP; • Veiller à adresser aux candidats une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission en cas d'expiration de la durée de validité des offres conformément à l'article 64.4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés.

APPEL D'OFFRES OUVERT N°02-13 pharma/MSAS/DES/CHRT/2013

Objet	Fourniture de produits pharmaceutiques	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	18/03/2013	
Date limite de dépôt des offres	18/04/2013	
Date d'ouverture des offres	18/04/2013	
Attributaire	Lot1: Cons Méd: DELTA MEDICAL	42 262 000
	Lot2: Fils de suture: SODEMED	8 918 400
	Lot3: Pdts Anesthésiques: AVALON PHARMA	11 663 983
	Lot4: Films: Entreprise sénégalaise de représentation	25 016 800
	Lot5: Prdts dentaires: SODEMED	3 388 000
	Lot6: Réactif de laboratoire: MN DISTRIBUTION	20 042 000
	TOTAL HT	111 291 183
	TOTAL TTC	200 324 241
Montan estimé	180 000 000	
Date d'attribution provisoire	Le soleil du 16/08/2013	
Date d'approbation du marché	LE 05/09/2013	
Durée de validité de l'offre	90 jours	
Date de notification	Non mentionnée dans le contrat	
Délai de livraison	60 jours à compter de la notification	
Date de publication de l'attribution définitive	Non archivée dans le dossier	
Date de la réception provisoire	-	
Date de la réception définitive	-	

Il s'agit d'un marché de fourniture de produits pharmaceutiques. Les candidats suivants ont soumissionné :

N°	Soumissionnaires	LOT1	LOT2	LOT3	LOT4	LOT5	LOT6
01	DELTA MEDICAL	42 262 000	16 815 200	-	-	4 704 250	-
02	CARREFOUR MEDICAL	44 359 209	10 471 725	-	-	-	-
03	DIMINTER	-	23 816 200	-	-	-	-
04	MRS	-	-	-	28 000 000	-	-
05	DRP	104 703 000	12 492 000	-	-	4 327 300	22 216 300
06	STM	59 023 500	-	-	34 170 000	4 064 000	-
07	MND	-	-	-	-	-	20 042 000
08	TECN SERVICE	-	-	-	-	-	24 906 340
09	ESR	-	-	-	10 000 000	-	-
10	AVALON PHARMA	55 825 000 TTC	14 931 340 TTC	13 763 500 TTC	7 200 000 TTC	-	-
11	SODEMED	-	8 918 400	-	-	3 388 000	-
12	SWISSPHARM	-	11 630 400	-	29 400 000	-	-
13	DOUBLE DOVE	-	8 287 200	-	-	-	-

Non conformités

- Le marché estimé à 180 000 000 F CFA TTC a été attribué pour un montant de 200 324 241 FCFA TTC. L'attestation d'existence de crédit jointe dans le dossier atteste que le montant des crédits prévu pour financer l'acquisition des produits pharmaceutiques est arrêté à la somme de 180 000 000 de francs CFA TTC;
- Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- L'Entreprise Sénégalaise et Représentation (ESR), attributaire du lot 4 n'a pas fourni l'attestation de services faits délivrée par les services bénéficiaires pour deux (02) marchés similaires exécutés durant les cinq dernières exercices (2008; 2009; 2010; 2011 et 2012) et attestation de redevance de l'ARMP exigées dans le DAO., le candidat n'a pas réuni l'ensemble des critères de qualification fixés dans le DAO. Par conséquent, ERS n'est pas qualifié pour ce lot;
- La fiche d'immatriculation de la DCMP du lot 3 relatif à la fourniture de produits anesthésiques attribué à AVALON PHARMA, n'a pas été jointe dans le dossier de marché;
- Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 120 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP;
- Pas de preuves concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Date de notification non inscrite sur le contrat;
- L'avis de publication définitive de marché non classé dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à se conformer à l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédit préalable avant la signature de tout marché;• Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion;• Procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément aux dispositions de l'article 59 du CMP;• Les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'Autorité Contractante (Article 85 du CMP);• Veiller au respect du délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP;• Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ;• Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;• Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.
------------------------	--

APPEL D'OFFRES OUVERT N°04 IMPRIM./MSAS/DES/CHRT/2013											
Objet		Fourniture d'imprimés et impressions									
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		29/01/2013									
Date limite de dépôt des offres		29/02/2013									
Date d'ouverture des offres		28/02/2013									
Attributaire	EUROGRAPH DISTRIBUTION	8 325 018 F CFA TTC									
Montan estimé		15 000 000 F CFA									
Durée de validité		60 jours									
Date de publication de l'attribution provisoire		Le soleil du 27/04/2013									
Date d'approbation du marché		LE 03/06/2013									
Date de notification		Non renseignée									
Délai de livraison		Au besoin									
Date de publication de l'attribution définitive		Non classé dans le dossier de marché									
Date de la réception provisoire		-									
Date de la réception définitive		-									
Il s'agit d'un marché de fourniture d'imprimés et d'impressions. Les candidats suivants ont soumissionné :											
	<table> <tr> <th>N°</th><th>Soumissionnaires</th><th>Montants de l'offre TTC</th></tr> <tr> <td>01</td><td>Amadou SECK</td><td>8 284 700</td></tr> <tr> <td>02</td><td>EUROGRAPH DISTRIBUTION</td><td>8 325 018</td></tr> </table>	N°	Soumissionnaires	Montants de l'offre TTC	01	Amadou SECK	8 284 700	02	EUROGRAPH DISTRIBUTION	8 325 018	
N°	Soumissionnaires	Montants de l'offre TTC									
01	Amadou SECK	8 284 700									
02	EUROGRAPH DISTRIBUTION	8 325 018									
Non conformités		<ul style="list-style-type: none"> La date d'ouverture des plis (28/02/2013) est antérieure à la date limite de dépôt des offres fixée dans le dossier d'appel à la concurrence (29/02/2013). Aucun document portant report de la date de dépôt des offres n'a été joint dans le dossier. De ce fait, il n'est pas étonnant que deux (02) offres soient reçues à l'ouverture des plis; Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP; Madame Adam MBENGUE, suppléante de la commission des marchés, ne devrait pas assister aux séances d'ouverture 									

	<p>des plis et d'attribution provisoire en même temps que la titulaire Madame Ramatoulaye DIALLO, encore moins signer le PV de ladite séance;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Anta SARR et Monsieur Ndiague NDIAYE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Madame Fatoumata DIOP et Diariétou BA. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux; • Le soumissionnaire Amadou Seck présentant l'offre la moins disant n'a pas été retenu parce que le candidat n'a fourni aucune des pièces administratives; • L'examen du rapport d'évaluation nous a permis de constater que le Comité technique d'évaluation des offres se limite sur la fourniture de pièces administratives et n'a pas formellement procédé à la comparaison des offres pour apprécier la consistance et l'exhaustivité des offres au regard de la liste des articles figurant le DAO; • Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 60 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP; • Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP; • Aucune anomalie particulière n'a été notée sur l'exécution financière du marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect de la date limite de dépôt des offres prévue, au cas échéant, publier le report de la date limite de dépôt des offres; • Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés; • Veiller à procéder à la comparaison des offres pour apprécier la consistance et l'exhaustivité des offres au regard de la liste des articles figurant dans le DAO au moment de l'évaluation des offres; • Veiller à respecter le délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP; • Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de

	<p>l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ;</p> <ul style="list-style-type: none">• Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;• Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;• Veiller à indiquer la date de notification sur le contrat.
--	---

APPEL D'OFFRES OUVERT N°05-13 Prodentretien./MSAS/DES/CHRT/2013			
Objet		Fourniture de produits d'entretien et de lessive industrielle	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		Le soleil du 30/01/2013	
Date limite de dépôt des offres		30/02/2013	
Date d'ouverture des offres		01/03/2013	
Attributaire	Entreprise Keur Serigne Fallou	Lot1	19 092 105 F CFA TTC
		Lot2	29 132 430 F CFA TTC
		Total TTC	48 224 535 F CFA
Montan estimé		20 000 000 F CFA	
Durée de validité des offres		60 jours	
Date de publication de l'attribution provisoire		16/08/2013	
Date d'approbation du marché		Non renseignée	
Date de notification		Non renseignée	
Délai de livraison		Non renseigné	
Date de publication de l'attribution définitive		Absence de publication définitive	
Date de la réception provisoire		-	
Date de la réception définitive		-	
Il s'agit d'un marché de fourniture de produits d'entretien. Les candidats suivants ont soumissionné :			
	Soumissionnaires	LOT 1	LOT 2
01	MBC	27 097 520	25 719 280
02	GIE KRAMEX	25 719 280	203 457 960
03	SULTAN.A.A	11 725 000	20 280 500
04	ETS KEUR SERIGNE FALLOU	18 515 970	29 132 430
Non conformités		• Le lot 2 "petits matériels pour entretien des locaux" attribué au candidat "Keur Serigne Fallou" pour un montant de 29 132 430 FCFA TTC, ne figure pas sur la Plan de Passation des Marchés validé par le Service Régional des Marchés Publics	
		GROUPEMENT GMS/SSDM	

	<p>(Pôle de Thiès) et publié sur le portail officiel des marchés publics. Le marché qui figure sur le PPM du Centre hospitalier régional de Thiès, pour la gestion 2013, est intitulé "produits d'entretien et de lessive industrielle" et il est constitué d'un lot unique pour un montant estimatif qui se chiffre à 20 000 000 FCFA;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et du procès-verbal d'attribution provisoire de la Commission des Marchés n'a pas été joint dans le dossier de marché, en violation de l'article 140.b du CMP; • L'attribution provisoire a eu lieu le 16/08/2013, plus de cinq (05) mois après l'ouverture des plis au-delà de la période de validité des offres et violation de l'article 70 du CMP. Aucun document portant report de la date validité des offres n'a été joint dans le dossier; • Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP; • ETS Keur Serigne Fallou a fourni une attestation de capacité financière d'un montant 3 300 000 francs délivrée par la CNCAS pour le lot 1, inférieur à celle demandée dans le DAO (3 330 000 Francs). Par conséquent, elle n'est pas conforme; • L'attributaire Ets Keur Serigne Fallou n'a fourni ni la garantie de soumission, ni l'attestation de capacité financière pour le lot 2. Par conséquent, l'entreprise Keur Serigne Fallou n'est pas qualifiée pour le lot 2; • Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, en violation de l'article 67.4 du CMP ; • Le contrat n'a pas été mis à notre disposition; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 6 alinéa 2 du CMP, selon lesquelles "à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les Autorités Contractantes sont inscrits des PPM, à peine de nullité". • Veiller à évaluer le montant estimé des fournitures, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants conformément aux dispositions de l'article 9.a du CMP; • Au-delà de la période de validité des offres, veiller à adresser

	<p>aux candidats une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres et les garanties de soumission car les marchés ne peuvent pas être attribués après la date limite de validité des offres;</p> <ul style="list-style-type: none">• Veiller à se conformer à l'arrêté n° 011580, pris en application de l'article 140.b du CMP, concernant l'examen préalable de la DCMP du rapport d'analyse comparative des offres et du procès-verbal d'attribution provisoire de la Commission des Marchés;• Veiller se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP;• Se conformer à l'article 39 du CMP relatif aux réunions de la commission des marchés;• Veiller ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP;• Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ;• Veiller archiver le contrat dans le dossier;• Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.
--	--

APPEL D'OFFRES OUVERT N°06 Produialim./MSAS/DES/CHRT/2013						
Objet			Fourniture de Produits alimentaires			
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres			02/02/2013			
Date limite de dépôt des offres			04/03/2013			
Date d'ouverture des offres			04/03/2013			
Attributaire	Lot1	Denrées Alimentaires stockables: / Cheikh DIOP			26 193 160	
	Lot2	Denrées alimentaires non stockables: / Cheikh DIOP			3 469 250	
	Lot3	Viandes de bœufs et Poulets: / Cheich DIOP			20 388 000	
	Lot4	Produits de mer: / Entreprise Ibrahima DIEYE			8 216 000	
	Lot5	Pains: / Entreprise KeurSerigneFallou			1 425 000	
	TOTAL HT			59 691 410		
	TOTAL TTC			70 435 864		
Montan estimé			75 000 000			
Date de publication de l'attribution provisoire			Le soleil du 08/ et 09/08/2013			
Durée de validité des offres			60 jours à compter de la date limite de soumission			
Date d'approbation du marché			Non renseignée			
Date de notification			Non renseignée			
Délai de livraison			Chaque mois			
Date de publication de l'attribution définitive			20/09/2013			
Date de la réception provisoire			Non renseignée			
Date de la réception définitive			Non renseignée			
Il s'agit d'un marché de fourniture de produits alimentaires. Les candidats suivants ont soumissionné :						
N°	Soumissionnaires	LOT1	LOT2	LOT3	LOT4	LOT5
01	Cheikh DIOP	26 193 160	3 469 250	20 388 000	15 305 000	3 040 000
02	ETS LENA NDOYE	-	-	22 224 000	-	3 933 000
03	ETS IBRAHIMA DIEYE	-	4 551 700	-	8 216 000	-
04	ETS KEUR SERIGNE FALLOU	31 746 800	8 182 780	26 328 000	-	1 425 000
		GROUPEMENT GMS/SSPM				

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier de marché, en violation de l'article 39 du CMP; • Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; • Madame Adam MBENGUE, suppléante de la commission des marchés , ne devrait pas assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire en même temps que la titulaire Madame Ramatoulaye DIALLO, encore moins signer le PV de ladite séance; • Madame Anta SARR et Monsieur Ndiague NDIAYE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Madame Fatoumata DIOP et Diariétou BA. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux; • L'attribution provisoire a eu lieu le 19/07/2013, plus de quatre (04) mois après l'ouverture des plis, au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article du 70 du CMP. Aucun document portant report de la date de validité des offres et des garanties de soumission n'a été joint dans le dossier; • Les dates de souscription, d'approbation et de notification n'ont pas été indiquées sur les contrats; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP; • Nous avons constaté que les dates du bordereau de livraison n°0134 (17/09/2013), du procès-verbal de réception n°325 (03/09/2013) et de la facture n°0182 (30/09/2013) d'un montant de 2 186 200 francs, sont antérieures au bon de commande n°00348 (08/10/2013).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion; • Veiller à joindre dans le dossier les accusés de réception des convocations ou les décharges du bordereau de transmission indiquant la date de réception des courriers adressés aux membres de la Commissions des Marchés; • Veiller à respecter le délai de 15 jours entre l'ouverture des

	<p>plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none">• Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ;• Veiller à transmettre aux candidats une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission en cas d'expiration du délai de validité des offres;• Veiller à indiquer sur le contrat les dates de souscription, d'approbation et de notification;• Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.
--	---

APPEL D'OFFRES OUVERT N°07 Gardiennage./MSAS/DES/CHRT/2013		
Objet		SERVICES DE GARDIENNAGE
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		05/02/2013
Date limite de dépôt des offres		06/03/2013
Date d'ouverture des offres		06/03/2013
Attributaire	Compagnie Sénégalaise de Sécurité et d'Assistance (CSSA)	28 886 400 FCFA F CFA TTC
Montan estimé		30 000 000 F CFA
Date de publication de l'attribution provisoire		Le soleil du 27/04/2013
Date d'approbation du marché		03/06/2013
Date de notification		Non renseignée
Délai de livraison		Non renseigné
Date de publication de l'attribution définitive		Le soleil du 08 aout 2013
Date de la réception provisoire		
Date de la réception définitive		
Il s'agit d'un marché de fourniture de services de gardiennage. Les candidats suivants ont soumissionné :		
N°	Soumissionnaires	Montants en TTC
01	Cador Action	35 400 000
02	Agence Sénégalaise de sécurité	41 064 000
03	Agence de Sécurité Elite Protection	53 100 000
04	Compagnie sénégalaise de sécurité d'assistance	28 886 400
05	Agence de Sécurité panthère	35 982 000
Non conformités		<ul style="list-style-type: none"> • Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier de marché, en violation de l'article 39 du CMP; • Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; • Monsieur Ablaye DIOP ne devait pas participer aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire, encore moins signer le procès-verbal de ladite séance, puisqu'il n'est pas membre de ladite Commission;

	<ul style="list-style-type: none"> • Madame Anta SARR et Messieurs Ndiague NDIAYE et Serigne SANKHE n'ont pas siégé aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire alors qu'ils sont membres de droit de la commission des marchés. Il en est de même de leurs suppléants respectifs Mesdames Fatoumata DIOP, Diariétou BA et Monsieur Pape Momar SALL. Or, les motifs de leur absence n'ont pas été évoqués dans les procès-verbaux; • Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 52 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion; • Veiller à joindre dans le dossier les accusés de réception des convocations ou les décharges du bordereau de transmission indiquant la date de réception des courriers adressés aux membres de la Commissions des Marchés; • Veiller à respecter le délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP; • Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; • Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.

APPEL D'OFFRES OUVERT N°08-13 Travaux./MSAS/DES/CHRT/2013					
Objet			Travaux de réhabilitation de bâtiments et du réseau d'assainissement		
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres			Le soleil du 06/06/2013		
Date limite de dépôt des offres			08/07/2013		
Date d'ouverture des offres			08/07/2013		
Attributaire	N°	Nature	Fournisseurs		Montants
	Lot1	Réhabilitation de structures	Entreprise Touba Darou Miname (ETDM)		29 989 110
	Lot2	Réhabilitation du bloc de la réanimation	ETDM		3 582 989
	TOTAL TTC				33 572 099
Montan estimé			102 540 484		
Date de publication de l'attribution provisoire			Le soleil du 08/08/2013		
Date d'approbation du marché			13/09/2013		
Date de notification			20/08/2013		
Délai de livraison			90 jours à compter de la date de notification		
Date de publication de l'attribution définitive			Non renseignée		
Date de la réception provisoire			28/03/2014		
Date de la réception définitive			Non renseignée		
Il s'agit d'un marché de travaux de réhabilitation des bâtiments. Les candidats suivants ont soumissionné :					
	N°	Soumissionnaires	LOT1	LOT2	LOT3
	01	IMPACTE ENTREPRISE	39 986 129	4 196 493	19 221 728
	02	ETDM	32 595 565	3 582 893	38 748 014
	03	EGCC	36 407 472	4 019 056	20 222 167
	04	CGAS	49 423 722	4 709 557	38 144 383
	05	EATP	36 806 808	3 804 143	-
Non conformités		Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP,* Madame Adama Traoré BA n'a pas siégé a la séance d'ouverture des plis alors qu'elle est membre de droit de la commission des marchés. Il en est de même de son suppléant Monsieur Hamady SOUMARE. L'absence de			
		GROUPEMENT GMS/SSPM			

	<p>Madame BA a été notée dans le procès-verbal mais les motifs de son absence n'ont pas été évoqués;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; • Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire est de 36 jours anormalement long, en violation de l'article 70 du CMP ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP; • Pas de preuve concernant la publication de l'attribution définitive; • Nous avons constaté que la livraison provisoire (28/03/2014) a accusé un retard de plus de trois (03) à compter de la date de notification de l'ordre de service (20/08/2013). Le document attestant l'application des pénalités pour retard spécifiées dans le CCAP au paragraphe 2.06.2 et conformément aux dispositions de l'article 133 du CMP, n'a pas été joint dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion; • Veiller à joindre dans le dossier les accusés de réception des convocations ou les décharges du bordereau de transmission indiquant la date de réception des courriers adressés aux membres de la Commissions des Marchés; • Veiller respecter le délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP; • Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; • Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP; • Veiller à publier l'attribution définitive conformément l'article 85 du CMP.

APPEL D'OFFRES OUVERT N°09-13 Travaux./MSAS/DES/CHRT/2013	
Objet	Travaux de réalisation d'un réseau de vide et d'un réseau d'oxygène attribué à 97 136 113 FCFA
Non conformités	A l'exception du DAO et l'avis de non objection du Service Régional des Marchés Publics Pôle de Thiès sur le dossier d'appel d'offres à la concurrence, aucune autre pièce relative au marché n'a été classée dans le dossier de marché. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation et d'exécution du marché.
Recommandations	Veiller à archiver les documents relatifs à la passation des marchés conformément au manuel de classement et d'archivage les documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP, en vue de faciliter les travaux de contrôle.

APPEL D'OFFRE RESTREINT N°10.ASSAIN/MSAS/DES/CHRT							
OBJET: Réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées							
Date d'invitation	29/10/2013						
Date de dépôt des offres	14/11/2013						
Délai de préparation des offres	15 jours						
Date d'attribution	05/02/2014						
Attributaire	Entreprise Générale de Construction et de Commerce (E.G.C.C)						
Montant du marché en F CFA TTC	19 326 500 F CFA TTC						
Montant estimé	Non prévu						
Date du contrat	Non renseignée						
Date d'approbation du marché	Non renseignée						
Date de notification du marché	Non renseignée						
Date d'enregistrement du marché	Non renseignée						
Date du PV de réception provisoire	Non renseignée						
Délai d'exécution	Non renseigné						
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprise Générale de Construction et de Commerce (EGCC); - Entreprise Touba Darou Miname; - Etude, Travaux, Adduction d'eau, Assainissement et Bâtiments SARL (ETAB). 						
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées. Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Soumissionnaires</th><th>Montants TTC</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EGCC</td><td>19 326 500</td></tr> <tr> <td>ETDM</td><td>27 158 172</td></tr> </tbody> </table>		Soumissionnaires	Montants TTC	EGCC	19 326 500	ETDM	27 158 172
Soumissionnaires	Montants TTC						
EGCC	19 326 500						
ETDM	27 158 172						
<p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 19 326 500 F CFA TTC.</p>							
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Il est noté que le délai de préparation des offres accordé aux candidats ciblés à compter de l'établissement des lettres d'invitation (29 octobre 2013) est de quinze (15) jours, en violation de l'article 63.2 du CMP; • Il existe un décalage entre la date prévue pour l'ouverture des plis dans les lettres d'invitation (14 novembre 2013) et celle de la tenue effective de la séance (19 novembre 2013).Aucun document portant report de la date d'ouverture des plis n'est joint au dossier. En outre, il est constaté qu'aucune entreprise n'a été représentée à la séance d'ouverture des plis; • Il est relevé que sur les quatre (04) candidats ciblés, deux 						

	<p>(02) plis ont été remis et ouverts, en violation des dispositions de l'article 67.5 du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'E.G.C.C, attributaire du marché, n'a pas fourni les exigences en matière de qualifications inscrites dans la lettre d'invitation (Quitus fiscal valable, liquidités ou facilités de crédit, attestation de bonne exécution d'au moins trois (03) ouvrages de nature et de complexité similaires exécutés au cours des trois dernières années). D'où, le candidat n'a pas réuni l'ensemble des critères de qualification. Par conséquent, le candidat E.G.C.C n'est pas qualifié; • Le contrat n'a pas été joint dans le dossier de marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des dispositions de l'article 63.2 du Code des marchés publics qui stipulent que "Dans les procédures d'appels d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou de candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le cas d'appels d'offres nationaux"; • Veiller à respecter les dispositions de l'article 67.5 du Code des marchés publics qui stipulent que "Dans le cadre des procédures qui se caractérisent par une consultation restreinte de candidats, notamment dans le cas d'une pré-qualification, d'un appel d'offres restreint ou d'un appel d'offres en deux temps, lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis aux date et heure limites de réception des offres, l'autorité contractante ouvre un nouveau délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours ouvrables et qu'elle porte à la connaissance du public. A l'issue de ce nouveau délai, la commission d'ouverture des plis peut procéder aux opérations de dépouillement, quel que soit le nombre d'offres reçues"; • Veiller à respecter les critères de qualification fixés dans la lettre d'invitation au moment de l'évaluation des offres conformément à l'article 59 du Code des marchés publics; • Veiller à joindre dans le dossier de marché le contrat et toutes les autres pièces relatives à l'exécution du marché.

DRP N°04./MSAS/DES/CHRT											
OBJET: Fourniture de matériels et mobiliers de bureau											
Date d'invitation	Non archivé										
Date de dépôt des offres	Non renseigné										
Délai de préparation des offres	Non renseigné										
Date d'attribution	30/05/2013										
Attributaire	Sénégalaise de l'Electro Ménager										
Montant du marché en F CFA TTC	14 883 000 F CFA TTC										
Montant estimé	14 000 000										
Date du contrat	30/05/2013										
Date d'approbation du marché	01/08/2013										
Date de notification du marché	Non renseigné										
Date d'enregistrement du marché	15/01/2014										
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné										
Délai d'exécution	Non renseigné										
Fournisseurs consultés	Lettres d'invitation non archivées										
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériels et mobiliers de bureau. Les candidats suivants ont soumissionné :											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Soumissionnaires</th><th>Montants TTC</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bara MBOUP</td><td>16 465 000</td></tr> <tr> <td>Pathé NDIONE</td><td>18 155 000</td></tr> <tr> <td>Sénégalaise de l'Electro Ménager</td><td>14 883 000</td></tr> <tr> <td>LG Store</td><td>18 524 000</td></tr> </tbody> </table>		Soumissionnaires	Montants TTC	Bara MBOUP	16 465 000	Pathé NDIONE	18 155 000	Sénégalaise de l'Electro Ménager	14 883 000	LG Store	18 524 000
Soumissionnaires	Montants TTC										
Bara MBOUP	16 465 000										
Pathé NDIONE	18 155 000										
Sénégalaise de l'Electro Ménager	14 883 000										
LG Store	18 524 000										
Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 14 883 000 F CFA TTC.											
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • A l'exception du PV d'ouverture des plis, du PV d'attribution et du contrat, aucune autre pièce relative à la procédure de passation n'a été jointe dans le dossier de marché. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation et d'exécution du marché; • Il est également noté que le marché estimé à 14 000 000 F CFA TTC est attribué à Sénégalaise de l'Electro Ménager pour un montant de 14 883 000 F CFA TTC, l'attestation d'existence de crédit n'a pas été jointe dans le dossier, en violation de l'article 9 du CMP; • Les dates de la facture n°0004460 (31/05/2013) et du bordereau de livraison n°000880 (31/05/2013) sont antérieures à la date du bon de commande n°000544 										

	(17/07/2013) pour un montant de 837 000 FCFA.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;• Se conformer à l'article 9 du CMP sur l'existence préalable de crédits budgétaires avant la signature de tout marché;• Veiller à archiver les documents de passation et d'exécution des marchés afin de faciliter les travaux de contrôle, mais aussi c'est essentiel au regard de l'exigence de transparence sur l'exécution des marchés.

DRP N°11-13.VEHIC/MSAS/DES/CHRT	
OBJET: Acquisition d'un véhicule	
Date d'invitation	19/12/2013
Date de dépôt des offres	03/01/2014
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'ouverture des plis	03/01/2014
Date d'attribution	15/01/2014
Attributaire	SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Montant du marché en F CFA TTC	14 750 000
Montant estimé	14 500 000
Date du contrat	Non disponible
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	Non renseigné
Date d'enregistrement du marché	Non renseigné
Date du PV de réception provisoire	Non renseigné
Délai d'exécution	Non renseigné
Fournisseurs consultés	- SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE - MATFORCE - CFAO MOTOR SENEGALAISE - RENAULT - Carrefour automobile
Il s'agit d'un marché relatif à l'acquisition d'un véhicule berline de liaison.	
Soumissionnaires	Montants TTC
Carrefour automobile	11 500 000
Matforce Hyundai sonata	14 750 000
Sénégalaise de l'automobile	14 750 000
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Le marché estimé à 14 500 000 F CFA TTC a été attribué à Sénégalaise de l'automobile pour un montant de 14 750 000 TTC. L'attestation d'existence de crédit n'a pas été jointe dans le dossier, en violation de l'article 9 du CMP; Le moins disant Carrefour Automobile mobile a été écarté. Or, le rapport d'évaluation et le contrat n'ont pas été mis à notre disposition. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des spécifications techniques exigées dans la lettre d'invitation au moment de l'évaluation des offres.
	- Veiller à respecter les dispositions de l'article 9 du Code

Recommandations	<p>des marchés publics qui stipulent "a) d'évaluer le montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants. Avant signature de tout marché, les services compétents de l'autorité contractante doivent remettre au cocontractant le document portant engagement ou autorisation des dépenses relatives au marché ;</p> <p>b) d'obtenir, le cas échéant, les autorisations préalables auxquelles la conclusion du marché est soumise, sous peine de nullité, conformément au Code des Obligations de l'Administration";</p> <ul style="list-style-type: none">• Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 59 du Code des marchés publics.
------------------------	---

DRP N°12. FOURNIBUREAU/MSAS/DES/CHRT**OBJET: Fourniture de bureau**

Date d'invitation	07/11/2013
Date de dépôt des offres	19/11/2013
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	04/12/2013
Attributaire	FAYE ET FRERES MULTI SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	6 175 671 F CFA TTC
Montant estimé	9 480 815 TTC
Date du contrat	Non renseignée
Date d'approbation du marché	Non renseignée
Date de notification du marché	Non renseignée
Date d'enregistrement du marché	Non renseignée
Date du PV de réception provisoire	Non renseignée
Délai d'exécution	Non renseigné
Fournisseurs consultés	- Entreprise keur Serigne Fallou - Faye et frères Multi Services - Macha Allah Thiès Services - Thiès distribution - Aljazira multi services

Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de bureau. Les candidats suivant ont soumissionné :

Soumissionnaires	Montants TTC
Entreprise keur Serigne Fallou	6 324 260
Faye et frères Multi Services	6 175 671
Macha Allah Thiès Services	7 603 390
Thiès distribution	7092 390
Aljazira multi services	6 301 200

Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 6 175 671 F CFA TTC.

Non conformités

- Les décharges des fournisseurs invités n'ont pas été jointes dans le dossier;
- Pas de preuve concernant la convocation des membres de la commission des marchés, en violation de l'article 39 du CMP;
- Aucune preuve concernant l'ouverture des plis en séance publique, en violation de l'article 67.2 du CMP;
- PV d'ouverture des plis, le rapport d'évaluation et le contrat n'ont pas été joints dans le dossier;
- Les soumissionnaires ont fourni des pièces administratives non

	<p>légalisées (Registre du commerce, NINEA, quitus fiscal);</p> <ul style="list-style-type: none">• Absence de décharge concernant la notification des candidats non retenus, en violation de l'article 83.3 du CMP;• Pas d'anomalies particulières concernant l'exécution financière.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">• Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;• Veiller à joindre dans le dossier les convocations et les décharges des membres de la commission;• Se conformer à l'article 67.2 du CMP relatif à l'ouverture des plis;• Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs à la passation et l'exécution pour plus de transparence dans la procédure;• Veiller à informer les candidats non retenus conformément à l'article 83.3 du CMP.

DRP N°17-13.ETUDE /MSAS/DES/CHRT													
OBJET: Etude et suivi de la Construction du Bloc Administratif													
Date d'invitation	06/12/2013												
Date de dépôt des offres	18/12/2013												
Délai de préparation des offres	12 jours												
Date d'ouverture des plis	18/12/2013												
Date d'attribution	18/12/2013												
Attributaire	Cabinet d'architecture et d'Aménagement												
Montant du marché en F CFA TTC	8 260 000												
Montant estimé	Non inscrit sur le PPM												
Date du contrat	02/01/2014												
Date d'approbation du marché	02/01/2014												
Date de notification du marché	Non renseignée												
Date d'enregistrement du marché	08/01/2014												
Date du PV de réception provisoire	Non renseignée												
Délai d'exécution	A la fin des travaux												
Fournisseurs consultés	Cabinet Gueye Archi Urba Gueye Horizon 2000 Cabinet d'architecture et d'aménagement DMT Crazyline Ndioba Archicons												
Il s'agit d'un marché relatif à l'étude et au suivi de construction du bloc Administratif. Les candidats suivants ont soumissionné :													
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Soumissionnaires</th><th>Montants TTC</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cabinet Gueye Archi Urba</td><td>9 499 000</td></tr> <tr> <td>Cabinet d'Architecture et d'Aménagement</td><td>8 260 000</td></tr> <tr> <td>Crazyline Ndioba Archicons</td><td>11 210 000</td></tr> <tr> <td>Cité Horizon 2000</td><td>10 266 000</td></tr> <tr> <td>DMP</td><td>10 620 000</td></tr> </tbody> </table>		Soumissionnaires	Montants TTC	Cabinet Gueye Archi Urba	9 499 000	Cabinet d'Architecture et d'Aménagement	8 260 000	Crazyline Ndioba Archicons	11 210 000	Cité Horizon 2000	10 266 000	DMP	10 620 000
Soumissionnaires	Montants TTC												
Cabinet Gueye Archi Urba	9 499 000												
Cabinet d'Architecture et d'Aménagement	8 260 000												
Crazyline Ndioba Archicons	11 210 000												
Cité Horizon 2000	10 266 000												
DMP	10 620 000												
Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 8 260 000 F CFA TTC.													
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> La DRP relative à l'étude et au suivi de la construction du bloc administratif ne figure pas sur le plan de passation des marchés du Centre hospitalier régional de Thiès validé par le SRMPPT et publié sur le portail des marchés publics, en violation de l'article 6 du CMP; Absence d'accusé de réception des convocations des membres de la commission des marchés, en violation de l'article 39 du CMP; Aucune preuve concernant l'ouverture des plis en séance publique, en violation de l'article 67.2 du CMP; Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des 												

	<p>plis aux soumissionnaires, en violation de l'article 67.4 du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none">• Absence d'accusé de réception sur la notification des candidats non retenus, en violation de l'article 83.3 du CMP;• Le rapport d'évaluation et le contrat n'ont pas été joints dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP qui stipule que "A l'exception de ceux prévus à l'article 76.1 a), les marchés passés par les autorités contractantes doivent avoir été préalablement inscrits dans ces plans de passation de marchés, à peine de nullité";- Veiller à archiver les convocations et les décharges des membres de la commission des marchés;<ul style="list-style-type: none">• Se conformer à l'article 67.2 du CMP relatif à l'ouverture des plis;• Veiller à joindre dans le dossier les documents relatifs à la passation et l'exécution pour plus de transparence dans la procédure;- Veiller à informer les candidats non retenus conformément à l'article 83.3 du CMP.

DRP RELATIVE A LA FOURNITURE DE GAZ BUTANE A PUMA ENRGY POUR UN 3 378 320 FCFA TTC

Non conformités	Aucun document lié à la passation et l'exécution n'a été mis à notre disposition. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des procédures de passation du marché.
Recommandations	Veiller à archiver les documents de passation et d'exécution en vue de nous faciliter les travaux de contrôle.

7.2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi
MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
EL-HADJI AHMADOU SAKHIR NDIEGUENE

N° 000000 MSAS/CHRT/CM/DIR 3

Thiès, le 09 JUIL 2015

Le Directeur

A
Monsieur le Directeur
De GLOBAL MANAGEENT SERVICE
Liberté 6 Extension, en face Camp Le Clerc
Imm. Moustapha, N° 207 ; 2^{ème} étage gauche
DAKAR

Objet : Observations sur la revue à postériori des marchés publics pour l'exercice budgétaire 2013.

V/ L: En date du 22 mai 2015

Monsieur le Directeur,

Nous avons reçu votre lettre citée en référence par laquelle vous nous remettez votre rapport provisoire relatif à la revue à postériori des marchés publics pour l'exercice budgétaire 2013.

Le constat que nous avons fait est que votre rapport donne l'impression que pour l'essentiel, nous ne faisons que violer les dispositions du Code des Marchés Publics.

S'il est vrai qu'il y'a eu des problèmes au niveau de l'archivage des données et l'absence de registre des marchés, nous avons toujours requis l'avis du Service Régional des Marchés Publics Pôle de Thiès qui est très méticuleux et regardant.

Aucun dossier d'appel d'offres n'a été bouclé par la Commission des Marchés du CHRT sans son avis préalable et favorable ; sinon il n'aurait jamais accepté d'immatriculer le marché.

C.H.R.T Avenue Malick SY Prolongée – BP : 34 Thiès R P- Tel. (221)33 951 10 32- Fax : (221) 951 11 62
Adresse e-mail : andienguene@yahoo.com

En ce qui concerne les convocations des membres de la Commission des Marchés, les notifications aux candidats non retenus et la remise des procès verbaux aux représentants des candidats lors de la séance d'ouverture des plis, cela pourrait découler du problème de l'archivage des dossiers cité plus haut.

En tout cas, toutes les séances d'ouverture des plis ont été faites publiquement et c'est séance tenante que le procès verbal est tiré et signé par les membres de la Commission convoqués et présents, et remis à chaque représentant de candidat présent.

Nous aurions dû certainement leur demander de décharger.

Dans les correspondances du Service Régional des Marchés Publics Pôle de Thiès qui vous avaient été transmises, vous avez dû remarquer comment ce service est exigeant. C'est ce qui explique d'ailleurs, les délais quelquefois anormalement long de certains marchés, à cause des courriers échangés entre ce service et la Commission des Marchés du CHRT. Par exemple, il a fallu six correspondances pour qu'il valide le rapport d'évaluation (voir pièce jointe).

Aussi, il avait attiré, entre autre, notre attention que Madame Adam MBENGUE et Monsieur Abdoulaye DIOP, membres suppléants de la Commission, n'avaient pas à signer le PV de séances d'ouverture des plis, mais la séance étant publique, ils pouvaient quand même y assister.

Par rapport aux recommandations antérieures et relativement au point 3, la Commission des Marchés du CHRT respecte les trois étapes de la procédure à savoir : élaboration de PV de séances d'ouverture des plis, rapport d'évaluation et PV d'attribution provisoire.

En vous assurant que la plupart de vos recommandations ont été prises en compte dans les passations de marché de 2014, nous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'assurance de notre considération distinguée.

Pièces jointes :

- Manuel de procédure
- Correspondances du SRMPPF
- Rapport trimestriel de la Cellule de Passation des marchés
- Convocations des membres de la Commission des Marchés
- Notifications d'attribution et de non attribution aux candidats
- Contrat d'acquisition de véhicule + facture + bordereau de livraison
- Charte de transparence des membres de la Commission des Marchés



C.H.R.T Avenue Malick SY Prolongée – BP : 34 Thiès R P- Tel. (221)33 951 10 32- Fax : (221) 951 11 62
Adresse e-mail : andienguene@yahoo.com

7.3. REPONSE DU CABINET AUX COMMENTAIRES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Nous prenons acte des précisions sur les points pour lesquelles des preuves à l'appui ont été apportées. Par contre, pour les autres points le cabinet maintient ses observations.

N°	Constats	Recommandations	Réponses de l'AC	Réponses du cabinet sur les commentaires de l'AC
A	Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés			
1				
2	Cellule de Passation des Marchés: La charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signée par les membres de la cellule n'a pas été mise à notre disposition.	Veiller à se conformer à l'arrêté N°12 783 en date du 26 décembre 2012. Le Responsable et tous les membres des Cellules de Passation des Marchés signent une déclaration, dans laquelle ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics.	Voir pièce jointe les chartes de transparence signées par les membres de la commission	Les bordereaux de transmission des chartes à l'ARMP et à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition. Le cabinet maintient ses observations.
3	Rapports trimestriels et annuels: Les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés et transmis à la DCMP et l'ARMP.	Veiller à élaborer et à transmettre les rapports trimestriels à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'article 143 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet les rapports trimestriels et annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année.	Voir pièce jointe de la réponse	Nous n'avons pas de preuve concernant la transmission des rapports trimestriels et rapport annuel à la DCMP et l'ARMP. Le cabinet maintient ses observations
4	Archivage des dossiers: Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.	S'approprier des instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché.	Pas de réponse de la part de l'AC	Le cabinet maintient ses observations
5	Registre de Marchés:	Etablir un registre des marchés	Pas de	Le cabinet

	Le registre de marché du CHRT pour la gestion 2013 n'a pas été mis à notre disposition.	conformément à l'article N°67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	réponse de la part de l'AC	maintient ses observations
--	---	--	----------------------------	----------------------------

7.4. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE